



Ce budget signe la fin d'un cycle financier

Option Gruyère a réuni mercredi les délégués des communes en assemblée. Il s'agissait de leur présenter le budget 2026 et d'aborder les futurs défis financiers de l'association.

CULTURE ET ENFANCE. Il était question de budget 2026 et de culture, mercredi soir à l'Hôtel-de-Ville de Bulle. Ce sont les assises d'Option Gruyère qui ont réuni autour de ces sujets les représentants de 23 des 25 communes gruériennes membres (Gruyères et Pont-la-Ville étant excusées). Pour l'année prochaine, le budget est déficitaire (-19 200 francs pour environ 776000 francs de charges). «Ce budget marque la fin d'un cycle financier», a prévenu en introduction Marie-France Roth Pasquier, présidente du comité de direction. Plusieurs raisons ont été évoquées. Parmi elles, la rétrocession de la Saison culturelle CO2, qui se termine au terme de l'exercice 2026.

Puiser dans le capital?

Pour l'année à venir, le solde de cette rétrocession se monte à 100000 francs, contre 120000 francs pour le budget 2025 et 140 000 francs, respectivement pour 2023 et 2024. Considérant cette nouvelle réalité, «seule une augmentation de la contribution communale par habitant, a priori de l'ordre de 2 francs, permettrait à Option Gruyère de poursuivre modestement les missions qui lui ont été confiées», a exprimé

la commission financière dans son rapport.

Cette éventualité, envisagée pour 2027, a fait réagir une déléguée: «Ne pourrait-on pas puiser dans le capital d'Option Gruyère, qui se monte à 210000 francs, avant d'augmenter la participation des communes?» Le préfet et président de l'assemblée Vincent Bosson a proposé que cette possibilité soit examinée par le comité de direction. La réponse devrait être communiquée lors de la prochaine assemblée.

Le point LEAC Au chapitre des subventions cantonales, la prudence est de mise. Le sort de la loi sur l'encouragement des activités culturelles (LEAC) n'étant pas scellé, aucune somme ne figure au budget. «Pour l'instant, il est beaucoup trop tôt pour estimer un montant», a exprimé Jean Godel, coordinateur d'Option Gruyère. Si la LEAC entre en vigueur en 2026, un cofinancement de certaines des activités culturelles d'Option Gruyère pourrait intervenir de la part du canton.

Des augmentations de charges ont été exposées à l'assemblée, notamment pour le loyer des nouveaux locaux, à la rue de la Sionge (+1300 francs pour l'exercice 2026), et les salaires (+6350 francs). Le comité a accepté

l'augmentation de salaire de Rute Ruaz, dont les fonctions ont «considérablement augmenté», justifie Jean Godel. Titulaire d'un bachelier en droit économique de la Haute Ecole de l'ARC, elle a été engagée à Option Gruyère en 2022, en qualité de secrétaire en appui au coordinateur. «Elle est rapidement devenue la responsable du dossier des conseils aux communes, aux crèches et aux parents, pour tout ce qui a trait aux tarifs des crèches et au calcul du revenu déterminant des parents.» Un dossier «extrêmement complexe». En 2024, elle a été nommée chargée de projets et a ainsi géré la mise sur pied du site Options enfance et jeunesse lancé récemment (La Gruyère du 4 novembre 2025).

Au point des divers, Jean Godel a d'ailleurs lancé un appel aux communes pour dynamiser la plateforme (www.oef-gruyere.ch): «Transmettez

l'information à vos clubs sportifs et à toutes les associations qui proposent des occupations pour les 0-25 ans. C'est le site des Gruériens pour les Gruériens.» Au terme de l'assemblée, Hanna Feyler, directrice de l'agenda culturel fribourgeois In Situ, a présenté l'interface aux délégués. Cette offre est «étroitement liée» à Bulle de culture, gérée par Option Gruyère. ARY



En attendant que le Grand Conseil se positionne sur la loi sur l'encouragement des activités culturelles, Option Gruyère avance dans le flou, chloé Lambert-archivé